

ARRÊTÉ MUNICIPAL n° AT2026-185**Travaux de réalisation d'une dalle béton, d'un trottoir et de pose de bordures
260, Route de Rançon – Saint-Wandrille-Rançon - Rives-en-Seine**

Le Maire de la commune de RIVES-EN-SEINE,

Vu

- Le code de la route,
- Les arrêtés du 24 novembre 1967 et du 07 Juin 1977 modifiés, relatifs à la signalisation des routes,
- L'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à la signalisation routière temporaire,
- La demande en date du 17 Août 2026 de l'entreprise STAE CHOULANT sise 205, rue du Haut Hôtel – 76190 Saint Aubin de Routot d'effectuer des travaux de réalisation d'une dalle béton, d'un trottoir et de pose de bordures 260, Route de Rançon à Saint-Wandrille-Rançon/Rives-en-Seine.

Considérant que :

- Il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRÊTE

Article 1^{er} : A partir du 19 août 2026 et pendant 2 jours, l'entreprise STAE CHOULANT est autorisée à effectuer des travaux de réalisation d'une dalle béton, d'un trottoir et de pose de bordures 260, Route de Rançon à Saint-Wandrille-Rançon/Rives-en-Seine,

Article 2 : A partir du 19 Août 2026, la circulation sera alternée par feux tricolores.

Article 3 : L'affichage et la signalisation du chantier seront assurés par l'entreprise STAE CHOULANT.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté seront applicables à compter de la mise en place par l'entreprise STAE CHOULANT de la signalisation correspondant aux prescriptions de l'article 1, 2 et 3.

Article 5 : Le titulaire de la présente autorisation est responsable tant vis-à-vis de la Commune que des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'exécution des travaux.

Article 6 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il est également susceptible de faire, au préalable, l'objet d'un recours administratif. Un recours contentieux pourra ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

Article 8 : La Directrice des Services Techniques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'entreprise STAE CHOULANT.

Ampliation sera adressée à Monsieur le Major Commandant la BTA de la gendarmerie de Rives-en-Seine, à Mesdames et Messieurs les garde-champêtres de Caux Seine Agglo, au service rudologie de Caux Seine Agglo et au service mobilité de Caux Seine Agglo.

Fait à Rives-en-Seine, le 17 Août 2026

Le Maire,
Bastien CORITON

Publié sur le site internet
de la ville le 19/08/2026

